

M. Durante: Monsieur l'Orateur, ce bill vise à imputer au propriétaire d'une épave ou de la cargaison de celle-ci, qui pollue l'eau ou qui représente un danger pour le gibier d'eau ou pour les poissons, à procéder immédiatement à son enlèvement à ses propres frais.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 1^{re} fois.)

LES FINANCES

POSSIBILITÉ D'ÉQUILIBRER LE BUDGET

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Étant donné la déclaration contenue dans le prospectus adressé par le gouvernement à la Commission des valeurs et des changes des États-Unis, le 25 mai 1968, déclaration annonçant son intention de réduire les dépenses à 10,225 millions de dollars, ce qui lui permettrait presque d'équilibrer le budget pour l'année financière 1969, le gouvernement a-t-il l'intention de respecter cet engagement?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ceci semble être le commencement du débat sur l'exposé budgétaire. (*Exclamations*)

L'hon. M. Lambert: Répondez.

Le très hon. M. Trudeau: D'accord, monsieur l'Orateur. Les prévisions budgétaires déposées l'autre jour témoignent clairement que les dépenses sur lesquelles le gouvernement n'exerce aucun contrôle ont augmenté au-delà de toute attente. Il est évident qu'il nous est impossible d'enfreindre une loi ou un accord conclu avec les provinces et que ces dépenses ont dépassé toutes les prévisions. Nous nous sommes efforcés, pour compenser, de faire des coupes sombres dans toutes les dépenses facultatives et cela, en dépit des demandes réitérées de l'opposition qui réclame dans chaque secteur, de plus fortes dépenses, et malgré ses objections chaque fois que nous annonçons de nouvelles réductions.

A la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances, d'ici deux mois environ, on tâchera, je pense, de s'entendre avec les provinces pour que des réductions soient apportées dans les secteurs qui échappent à notre contrôle. Si nous réussissons, nous pourrions dire aux États-Unis que nous honorerons nos engagements de notre mieux. Mais il nous faut au préalable être autorisés par la Chambre à réduire nos obligations statutaires, ou par les provinces à réduire nos subventions à frais partagés.

[M. Durante.]

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre croit-il que l'une ou l'autre des solutions qu'il propose, réduire les obligations à frais partagés avec les provinces ou réduire les obligations statutaires du gouvernement, puisse permettre au gouvernement d'équilibrer à peu près son budget cette année? Ces formules constituent-elles vraiment une réponse à ma question?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, il s'agit ici vraiment, je le répète, d'un débat sur le budget. En triplant les impôts, je suis sûr que nous pourrions équilibrer notre budget, mais je n'ai pas l'intention de proposer cela aujourd'hui.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il l'intention d'équilibrer son budget sans augmenter les impôts? (*Exclamations*)

LES TRANSPORTS

BOUNDARY BAY (C.-B.)—L'OPPORTUNITÉ D'UNE ÉTUDE TECHNIQUE INDÉPENDANTE DE LA LIGNE DE CHEMIN DE FER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre des Transports. Le ministre voudrait-il songer à autoriser une étude technique indépendante des aspects économiques que comporterait la révision du tracé tellement contesté du chemin de fer de Boundary Bay en Colombie-Britannique?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'invite le député à inscrire sa question au *Feuilleton*.

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

LA MAJORATION DES PENSIONS DE FONCTIONNAIRES RETRAITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre et lui demander s'il a l'intention de présenter, au cours de la présente session, une mesure qui permettrait d'augmenter immédiatement la pension des fonctionnaires fédéraux à la retraite?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, voilà encore une illustration de l'attitude de l'opposition qui se